



Communiqué de Presse – Vendredi 30 octobre 2009

## **Position de l'Europe pour Copenhague : faites ce que je dis, pas ce que je fais**

**Après d'âpres négociations engagées hier soir et achevées ce matin, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne, réunis à Bruxelles, sont arrivés à une position commune pour Copenhague. Selon les termes du Premier ministre suédois, l'Europe se dote ainsi d'un « mandat fort » pour les négociations à venir et encourage les autres pays à la suivre. Réaction de FNE.**

Le financement de l'aide à la lutte contre le changement climatique est l'un des principaux enjeux des négociations internationales en cours. Deux questions étaient posées : celle du montant global de cette aide, et celle de la contribution de l'Europe à celle-ci. Les Chefs d'Etat et de gouvernement ont bien répondu à la première, pas à la seconde.

L'Union Européenne s'est en effet accordée sur les montants devant peser sur l'ensemble de la communauté internationale : le financement international de la lutte contre le changement climatique est estimé à 100 milliards d'euros par an d'ici 2020, et la part fournie par le financement international public (entendu, les Etats) est chiffrée entre 22 et 50 milliards d'euros par an.

Le premier ministre suédois a simplement précisé que la contribution de chaque Etat membre au financement de la lutte contre le changement climatique ferait l'objet d'un groupe de travail. « *On attendait de l'Europe un engagement sur des chiffres ambitieux et précis* », rappelle Gaëlle Cagnet, Chargée de mission Climat à l'International : « *au final, elle fixe bien des objectifs pour l'ensemble de la communauté internationale, mais ne s'engage pas sur l'effort à fournir pour leur réalisation. Quel est exactement l'exemple à suivre pour les autres pays : effet d'annonce et attentisme ?* ».

Arnaud Gossement, porte-parole de FNE ajoute : " *Fausse joie. A la veille de Copenhague, les bonnes intentions ne suffisent plus : il faut se donner les moyens de ses ambitions et arrêter de jouer à cache cache entre pays dits développés. L'Europe a manqué aujourd'hui l'occasion de devenir leader sur le climat. N'oublions pas que ne pas lutter contre le dérèglement climatique coutera bien plus cher que de s'engager dès aujourd'hui* ".